**MINISTERE DE LA JUSTICE REPUBLIQUE DU MALI**

**ET DES DROITS DE L’HOMME UN PEUPLE- UN BUT- UNE FOI**

 **\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\* \*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\***

**DIRECTION DES FINANCES**

**ET DU MATERIEL**

 **\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\***

**Avis d’Appel d’Offres Ouvert (AAOO)**

**Ministère de la Justice et des Droits de l’Homme**

**AAO N° 010-MJDH-DFM**

Cet Avis d’appel d’offres fait suite à l’Avis Général de Passation des Marchés paru dans journal L’ESSOR N°19 288 du 17 novembre 2020.

1. Le Ministère de la Justice et des Droits de l’Homme dispose de fonds sur le budget de l’État, afin de financer les travaux et constructions bâtiments administratifs, et à l’intention d’utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du Marché relatif à l’acquisition de mobiliers de bureau pour les juridictions du Mali en un lot unique.
2. Le Ministère de la Justice et des Droits de l’Homme sollicite des offres fermées de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour la livraison des fournitures suivantes : Acquisition de mobiliers de bureau pour les juridictions du Mali en un lot unique.
3. La passation du Marché sera conduite par Appel d’offres ouvert tel que défini dans le Code des Marchés publics à l’article 50 et ouvert à tous les candidats éligibles.
4. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de la Direction des Finances et du Matériel du Ministère de la Justice et des Droits de l’Homme, alou.tangara@yahoo.fr, badridial55@yahoo.fr, sekou\_konte@yahoo.fr et prendre connaissance des documents d’Appel d’Offres à l’adresse mentionnée ci-après : Cité Administrative, Bâtiment 12, 2ème étage, secrétariat de la Direction des Finances et du Matériel du lundi au vendredi de 07 heures 30 mn à 16 heures 00 mn.
5. **Les exigences en matière de qualifications sont :**

**La capacité financière**

Un chiffre d’affaires moyen des années 2018, 2019 et 2020 égal au moins égal à son offre. Les chiffres d’affaires sont tirés des états financiers (bilans, extraits des bilans et comptes d’exploitations), certifiés par un expert-comptable agréé ou attestés par un comptable agrée inscrit à l’ordre. Sur ces bilans, doit figurer la mention suivante apposée par le service compétant des Impôts « Bilans ou extraits de bilans conformes aux déclarations souscrites au service des Impôts » ;

Pour les sociétés nouvellement créées, une attestation bancaire de disponibilité de fonds ou d’engagement à financer le marché d’un montant égal au moins à Trente-six millions (36 000 000) F CFA.

 **La capacité technique :**

Avoir exécuter deux marchés similaires de la période de 2016 à 2020, dont la moyenne est au moins égale au montant de l’offre du soumissionnaire, attestées par les attestations de bonne exécution, les procès-verbaux de réception et les copies des pages de garde et signature des marchés ou tout document émanant d’institutions publiques para publiques ou internationales permettant de justifier de sa capacité à exécuter le marché dans les règles de l’art.

Les sociétés nouvellement créées seront évaluées en fonction des expériences et références obtenues par leurs dirigeants ou collaborateurs.

1. Les candidats intéressés peuvent consulter gratuitement le Dossier d’Appel d’Offre Ouvert complet ou le retirer à titre onéreux contre paiement d’une somme non remboursable de cinquante mille (50 000) FCFA à l’adresse mentionnée ci-après : Cité Administrative, Bâtiment 12, 2ème étage, secrétariat de la Direction des Finances et du Matériel du Ministère de la Justice et des Droits de l’Homme. La méthode de paiement sera en espèce contre un reçu de vente. Le Dossier d’Appel d’Offre Ouvert sera adressé par version physique ou électronique.
2. Les offres devront être soumises à l’adresse ci-après : Cité Administrative, Bâtiment 12, 2ème étage, Secrétariat de la Direction des Finances et du Matériel du Ministère de la Justice et des Droits de l’Homme au plus tard le mardi 26 octobre 2021 à 10 heures 00 mn. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.
3. Les offres doivent comprendre une garantie de soumission, d’un montant de six millions (6 000 000) francs CFA conformément à l’article 69.1 du Code des marchés publics.
4. Les Soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite du dépôt des offres comme spécifié au point 19.1 des Instructions aux candidats (IC) et aux Données particulières du dossier d’appel d’offres.
5. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à l’ouverture des plis le mardi 26 octobre 2021 à 10 heures 00 mn à l’adresse suivante : Cité Administrative, Bâtiment 12, 2ème étage, secrétariat de la Direction des Finances et du Matériel du Ministère de la Justice et des Droits de l’Homme.

 **Bamako, le**

 **Le Ministre,**

 **M. Mamoudou KASSOGUE**

 Chevalier de l’Ordre National